

DIAL 2699c - Dossier : Évaluations diverses de la politique menée par le président Lula

BRÉSIL - III. La meilleure voie possible, selon les leçons de l'Histoire

Valdemar Meneses

dimanche 1er février 2004, mis en ligne par [Dial](#)

Voir l'introduction du dossier D 2697. Ci-dessous, article de Valdemar Meneses, paru dans [ADITAL](#) le 26 décembre 2003.

Le Brésil, pays qui recherche sa place au soleil et qui est engagé à surmonter ses problèmes intérieurs, est parvenu à la fin de l'année avec un bilan réaliste sur ses possibilités. Le résultat du gouvernement de Lula peut être vu sous deux angles : plein d'espérance, du point de vue de la majeure partie de la population (y compris depuis les secteurs populaires jusqu'aux élites économiques), et source de frustration pour les secteurs de la classe moyenne et les idéologues de gauche qui veulent des résultats immédiats.

Du point de vue économique, le sentiment est que le pays est sorti d'une thérapie intensive - l'inflation stabilisée, la crédibilité retrouvée à l'égard des investisseurs, et une bonne image extérieure. Comme tout convalescent, il a fallu payer le prix pour la thérapie d'urgence ; la croissance a été rachitique ou nulle, le chômage s'est maintenu à un niveau élevé et l'ajustement fiscal a presque fait perdre son souffle à la société.

En termes généraux, le résultat est positif, car il correspond pleinement au traitement prescrit par ceux qui ont formulé la thérapie. On a fait le choix d'une thérapie drastique au cours de cette première année, qui va s'assouplir peu à peu, selon les planificateurs. Ceci a été préférable à un traitement homéopathique qui se serait prolongé durant tout le mandat du gouvernement.

Pendant ce temps, le Parti des travailleurs (PT) a dû rendre des comptes à l'un des principaux secteurs de base qui le soutient socialement : les fonctionnaires publics. La réforme du système de prévoyance a été un processus douloureux qui a produit une déchirure interne inattendue, tout au moins au niveau où elle s'est produite. Cela aurait-il pu être différent ? Peut-être. La critique la plus consistante sur ce thème a eu lieu avant les élections, ou pendant la campagne électorale. En réalité, le Parti des travailleurs avait déjà une proposition prête sous le gouvernement antérieur et elle était peu différente. Le dérèglement du système avait besoin d'être corrigé. Pour donner une idée, il suffit de le présenter tel qu'il était lors de l'arrivée au pouvoir : le régime général de prévoyance de l'Institut national de la sécurité sociale (initiative privée), composé de 21 millions de retraités (parmi lesquels 13 millions reçoivent à peine un salaire minimum), recueillait annuellement 71 milliards de réals et en dépensait 88 milliards, totalisant un déficit de 17 milliards de réals. D'un autre côté, le régime de prévoyance du secteur public fédéral, composé de 952 000 retraités recueillait 21,8 milliards et dépensait 61 milliards, engendrant un déficit de 39,2 milliards par an. Il n'était pas possible de prolonger cette situation, sous peine de compromettre le projet de reconstitution des bases économiques nationales. Lula a eu le courage de faire face à cela, et la population de manière générale a compris son geste et l'a soutenu.

La crise intérieure au parti, dû à la résistance de certains parlementaires à voter la réforme du système de

prévoyance, eut comme dénouement l'expulsion d'une sénateure et de trois députés fédéraux. Bien que la décision ait été qualifiée d'antidémocratique par ses adversaires, elle ne détonnait en rien de la discipline appliquée par le parti au cours de crises antérieures. On permit aux parlementaires d'exprimer publiquement leur désaccord, et même de faire une déclaration de vote expliquant à l'opinion publique les raisons de leur désaccord, étant entendu qu'ils étaient obligés de voter pour respecter la discipline du parti. Le parti permit tout ceci, il exigeait seulement que l'on vote en accord avec la proposition approuvée par le collectif. Pouvait-il y avoir plus grande preuve de démocratie ?

Franchement, le PT a déjà dû expulser, dans le passé, trois députés, quand il possédait seulement huit représentants au Parlement. Pourquoi ne le ferait-il pas maintenant alors qu'il est le plus grand parti du Congrès ? Il n'y a donc rien eu de nouveau dans la procédure actuelle. S'il n'avait pas pris de mesure disciplinaire, le PT aurait compromis son avenir comme parti et comme gouvernement.

La partie de l'intelligentsia de gauche et les secteurs qui lui sont associés, qui se sont écartés du parti en agitant la poussière de leurs chaussures et en prononçant des imprécations, n'ont en vérité présenté aucune alternative POLITIQUEMENT SOUTENABLE à ce qui se fait. Ils ont répété les mêmes refrains et les mêmes formulations schématiques des manuels marxistes-léninistes, en refusant d'observer la première obligation qui est exigée d'un marxiste : mettre les pieds dans la réalité concrète.

La gauche radicale a oublié un petit détail : l'Histoire a démontré que Lénine s'était trompé. Sa théorie selon laquelle il est possible de construire le socialisme dans un pays de capitalisme naissant ou sans capitalisme (que les marxistes orthodoxes du monde entier, à l'époque, y compris les mencheviks russes, ont considéré comme une hérésie) n'a pas résisté au critère de la praxis. C'était, de fait, pur volontarisme aventureux et à cause de cela il s'est écroulé. La Russie est retournée en bout de file pour compléter ce qui lui manquait : développer le capitalisme. La Chine, le Vietnam et Cuba font la même chose, mais en essayant de maintenir le pouvoir politique accumulé dans les mains d'une bureaucratie chaque fois plus dégradée, ce qui n'est pas viable.

Marx avait raison en disant que le socialisme se produirait seulement quand le capitalisme serait parvenu à son propre terme comme moyen de production de richesse matérielle. Avant d'en arriver à ce point, nous devons vivre durant une longue période historique de changements progressifs, comme disaient les marxistes orthodoxes (réformateurs), qui se traduiront dans la lutte pour la diminution des inégalités dans le cadre interne de chaque pays et dans la relation entre les États. Le PT est le premier parti de gauche à avoir à sa disposition non seulement une thèse à débattre, comme cela se produisit jusqu'en 1989, mais des données concrètes présentées et mises à l'épreuve par l'Histoire, qui ont démenti la thèse de Lénine. Si l'Histoire a donné sa réponse, faut-il l'effacer au nom des dogmes ? Fort bien : mais que personne n'appelle cela du marxisme.

- **[Dial](#)** - Diffusion d'information sur l'Amérique latine - D 2699c.

- Traduction Dial.

- Source (portugais) : [ADITAL](#) le 26 décembre 2003.

En cas de reproduction, mentionner la source française ([Dial](#)) et l'adresse internet de l'article.